

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 04/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 29/09/2022 et du 23/03/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS BONGARZONE

1 Route de Savigny
52500 Poinson-lès-Fayl

Références : S-23-397RP
Code AIOT : 0006204370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte des visites d'inspection réalisées les 29/09/2022 et 23/03/2023 de la carrière d'Isches. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courriel du 12 mai 2021, l'OFB a transmis à l'unité départementale des Vosges de la DREAL GRAND EST la fiche de contrôle concernant la carrière BONGARZONE à ISCHES montrant la présence d'une décharge sauvage au sein de la carrière.

L'inspection des installations classées a réalisé des visites du site le 27 mai 2021 et le 07 octobre 2021. Lors de ces visites, il a pu être constaté le dépôt sauvage des déchets divers et variés. L'exploitant a alors été mis en demeure (arrêté préfectoral n° 602/2021/DREAL/UD88 du 02 juillet 2021) de mettre en place une barrière efficace pour interdire l'accès au site à toute personne étrangère à l'exploitation et d'évacuer les déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS BONGARZONE
- La Corvée du Seigneur 88320 Isches
- Code AIOT : 0006204370
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- carrière

La société BONGARZONE est autorisée par arrêté préfectoral n° 980/2007 du 06 avril 2007 à exploiter une carrière et une installation de traitement sur la commune d'ISCHES. Il est à noter que cette carrière est très peu exploitée.

Au vu des dernières discussions, l'exploitant envisage de fermer cette carrière et prévoit donc sa remise en état.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 602/2021/DREAL/UD88 du 02 juillet 2021 ;
- respect de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06/04/2007.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déchets - décharges sauvage	Arrêté Préfectoral du 06/04/2007, article 5.5.1 Arrêté Préfectoral du 02/07/21, article 1	/	Sans objet
2	Accès à la carrière	Arrêté Préfectoral du 06/04/2007, article 5.5.1 Arrêté Préfectoral du 02/07/21, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés permettent de considérer que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 602/2021/DREAL/UD88 du 02 juillet 2021 sont respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets - décharges sauvage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2007, article 5.5.1 Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 602/2021/DREAL/UD88 DU 02/07/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, décharges sauvages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols... et l'impact visuel.
Constats : Lors de la visite du 29/09/2022, il a été constaté que la majorité des déchets a été évacuée. Par courriel du 05 décembre 2022, la société BONGARZONE a transmis à l'inspection des installations classées la facture d'enlèvements des déchets. Lors de cette visite, il a également pu être constatée qu'il restait les plaques de fibro-amiante dont l'enlèvement est prévu début 2023. La société BONGARZONE doit procéder au conditionnement des déchets comme sollicité par la société d'enlèvement, l'entreprise SALEUR. Par courriel du 12/01/2023 : la société BONGARZONE a informé l'inspection qu'elle devait conditionner les déchets de fibro-amiante avant leur enlèvement par l'entreprise SALEUR. Par courriel du 15/03/2023 : la société BONGARZONE a informé l'inspection que les déchets de fibro-amiante ont été évacués du site. Lors de la visite du 23/03/2023, le service de l'inspection a pu constater que les déchets de fibro-amiante ont bien été évacués. Il est demandé à la société BONGARZONE de transmettre à l'inspection des installations classées les bons d'enlèvement des déchets amiantés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Accès à la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2007, article 5.3.1 Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 602/2021/DREAL/UD88 DU 02/07/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, accès à la carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière sera contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.
Constats : Lors de la visite du 07 octobre 2021, il a été constaté que l'accès à la carrière était limité par une barrière, et par un tas de terre. Lors de la visite du 29 septembre 2022, le tas de terre avait été enlevé afin de permettre la sortie des camions pour l'évacuation des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet